

la façon imprévoyante dont nos ressources étaient exploitées. Depuis le tournant du siècle, du temps du président Theodore Roosevelt, bien des gens réfléchis et cultivés, aux États-Unis et au Canada ont beaucoup écrit sur la nécessité d'adopter une attitude progressiste à l'égard de l'utilisation de nos ressources respectives.

En Amérique du Nord, nous avons souffert d'un mythe selon lequel nos ressources étaient illimitées. Cette croyance a pris corps naturellement, car les colonisateurs de ce continent, voyant l'immense étendue du pays et la quantité formidable de ressources qui s'y trouvaient, ont cru que celles-ci étaient inépuisables. Ce mythe a été discrédité de façon plutôt brutale au cours des dix dernières années et, à mon avis, le mérite de cette mise au point revient surtout aux auteurs du rapport Paley aux États-Unis. Ce rapport faisait suite à la demande du Président des États-Unis exprimé pendant la guerre, les dirigeants du gouvernement américain s'étant alarmés de l'épuisement rapide de ce qu'on tenait alors pour les ressources illimitées des États-Unis d'Amérique. Le rapport Paley déclarait, en termes généraux, que les États-Unis ne représentaient pas, du point de vue des ressources, un pays excédentaire mais déjà (le rapport a été publié en 1952) un pays déficitaire qui devait, cette année-là, importer un pourcentage considérable de ses matières premières afin d'alimenter sa machine industrielle. Le rapport concluait que, dès 1980, les États-Unis devraient importer 20 p. 100 des matières premières nécessaires à leurs usines.

Évidemment, ce rapport déconcerta terriblement le peuple américain; au Canada, il servit à mettre en garde ceux qui entretenaient les mêmes illusions, celles de croire que nous aussi, nous avions des ressources inépuisables. Je suis d'avis que l'on ne peut reprocher aux gens de croire à cette fable. Mais le rapport Paley recommandait que le peuple américain, tant dans l'entreprise privée que dans le secteur d'activité mi-gouvernementale, se tourne vers l'étranger afin de réserver les ressources dont aurait besoin, dans l'avenir, l'organisation productrice des États-Unis; et personne ne peut les en blâmer. C'est la première marche à suivre et pour un pays menacé par un manque de matières premières, c'est le parti à prendre. C'est un mode courant dans les pays qui, comme le Royaume-Uni, n'ont pas de grandes disponibilités en ressources naturelles et qui se sont créés un niveau de vie très élevé en important des ressources de toutes les parties du monde qu'ils transforment, grâce à leur main-d'œuvre intelligente, et revendent sur les marchés universels. D'autres nations, le Japon par exemple, font de même. C'est un miracle d'organisation.

Par ce préambule, je veux indiquer au Comité l'importance que j'attache à l'inventaire de nos ressources. L'exposé que j'ai préparé à votre intention présentera, d'abord, un résumé historique très général qui servira à vous montrer que notre gouvernement a déjà étudié toute cette question et, ensuite, décrira les mesures que nous prenons afin d'affronter la situation. Mais je vais préliminairement à ces remarques en vous disant que ceux qui s'intéressent à l'agriculture se préoccupent beaucoup de la terre et de l'eau et qu'ils étudient, de façon toujours active, les problèmes qui s'y rapportent. Nous avons une réunion des ministres de l'agriculture tous les ans. Les spécialistes de chacune des provinces et du gouvernement fédéral ont des vues très rapprochées à propos des problèmes de conservation. Des réunions semblables groupent ceux qui s'occupent des pêches, des forêts et de la faune. En somme, chaque type de ressource a son *propre* programme de conservation et je crois qu'il est juste de dire, tant aux chercheurs scientifiques qu'aux fonctionnaires des gouvernements du Canada, qu'un progrès considérable se réalise dans le secteur privé; mais je me préoccupe, et c'est le sujet de cet exposé, de connaître le mécanisme, la série de principes qui servira à éclairer et à mener à bonne fin un programme facilitant l'étude en masse des ressources, de telle sorte que les mesures adoptées au niveau gouvernemental permettent à l'industrie privée de préserver ces ressources et d'en obtenir le meilleur rendement possible.